

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22  
novembre 2008. Annexes  
*Dossier documentaire*

## **2. Dissidences et gauches solidaires – Le mouvement de la paix**

2008, 18 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_2\\_dissidences\\_et\\_gauches\\_solidaires\\_mouvement\\_paix.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_mouvement_paix.pdf) >

---

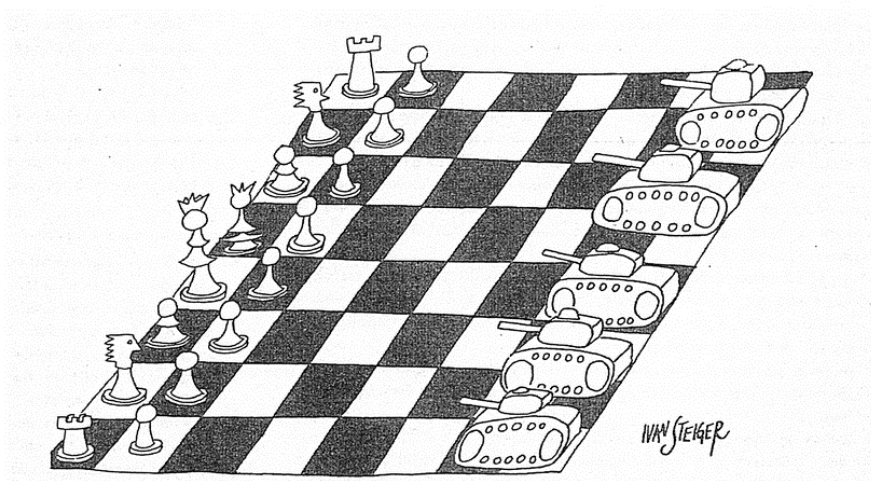
Pour citer cet article :

---

**Référencement** : « 2. Dissidences et gauches solidaires – Les comités d'aide (1973 – 1986) », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Annexes. Dossier documentaire*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre\\_printemps\\_-\\_2\\_dissidences\\_et\\_gauches\\_solidaires\\_mouvement\\_paix.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_2_dissidences_et_gauches_solidaires_mouvement_paix.pdf) >, (date de consultation).

---

## 2. Les mouvements de la Paix, *l'action des Comités en leur sein.*



*Union Belge pour la Défense de la Paix*

le monde et la paix

15

## Interview *Sept. 69* d'un étudiant tchèque de passage en Belgique *(sin' Cernak)*

Q. — Que pensez-vous de la façon dont se déroulent généralement les événements de Tchécoslovaquie ?

R. — Je suis ici depuis quelques jours et ai peu lu les journaux belges. Quant aux journaux anglais que j'ai lus, et qui décrivent l'état d'esprit des Tchécoslovaques, ils ont raison quand ils parlent de notre haine pour le gouvernement soviétique. Mais ils ont tort quand ils parlent de notre haine pour la nation russe.

Q. — Quelle sorte d'information recevez-vous en Tchécoslovaquie ?

R. — Il faut d'abord parler de l'agence CTK qui est le bureau officiel d'information tchécoslovaque. Mais il y a aussi les sources d'informations illégales, les bulletins, les tracts édités en secret par les machines servant à faire les catalogues dans certaines usines, et distribués ou affichés dans les usines et dans les écoles ou distribués dans les boîtes aux lettres. Ces informations proviennent principalement de ce qu'ont pu apprendre les étudiants et aussi, autant que possible, des informations diffusées par les radios étrangères.

Quant aux informations officielles, elles proviennent de la « commission idéologique » qui est une sorte de département du Praesidium responsable de l'information, ... et de la censure.

Il y a aussi ce que nous apprenons dans les speeches de Mrs Husak et Svoboda, principalement, qui nous exhortent au travail et à la coopération avec l'U.R.S.S. et condamnent notre attitude de l'an dernier.

Mais au mois de mai de cette année j'ai lu un bulletin au sujet d'un discours de Mr Kriegel (ex-ministre de la Santé publique) grâce auquel il était possible de sentir qu'il y avait des dissensions au sein du praesidium du P.C.

Pour en revenir aux publications illégales, il y a eu 32 arrestations aux mois de mai et de juin parmi ceux qui en étaient responsables.

En ce qui concerne les radios étrangères, il est difficile de les écouter parce que les émissions sont brouillées, surtout quand il s'agit d'émissions diffusées en langue tchèque. Et nous ne recevons aucun journal d'Europe excepté l'Humanité.

Q. — Quand la censure a-t-elle été complètement établie en Tchécoslovaquie ?

R. — Elle a été complète après la suppression du journal « Reporter ». C'était le dernier journal libre. Cela s'est passé fin avril. Officiellement la censure a été établie en mars. Mais comme certains journalistes courageux essayèrent de la contourner il fut possible de faire paraître des journaux tels que Reporter un mois encore.

Q. — Pensez-vous qu'une partie des Tchécoslovaques en viennent à penser systématiquement et dans tous les domaines, par exemple en politique extérieure, le contraire de ce qui est imprimé dans les journaux officiels.

R. — Nous avons très souvent découvert que ce que nous disaient les journaux de l'Est était faux. C'est pourquoi je pense que beaucoup, je ne veux pas dire la majorité, mais beaucoup d'entre nous, croient souvent que les événements dans le monde se sont déroulés exactement à l'inverse du récit qu'en donnent nos journaux et notre radio.

Q. — Pouvez-vous parler de l'évolution de l'état d'esprit de la jeunesse tchécoslovaque avant et pendant le printemps de Prague, puis après l'invasion.

R. — Et bien à propos du printemps de Prague, je crois qu'au début la jeunesse (je parle surtout des étudiants), était un peu désorientée. En effet, de janvier à avril, presque rien n'a été publié sur ce qui se passait au Praesidium, et nous ne savions pas penser. A ce propos, nous sommes très reconnaissants envers nos professeurs dont l'expérience nous a permis de sentir plus ou moins ce qui se préparait (ils voyaient les événements plus clairement que nous ne l'aurions pu).

Au début nous n'avions pas confiance en Dubcek parce que son autobiographie nous apprenait qu'il avait étudié à l'Université du parti communiste de Moscou. Et tout ce qui venait de cet endroit nous effrayait. Mais après quelques-uns de ses discours, nous nous sommes rendus compte de ce qu'il voulait; c'est-à-dire non pas gouverner le peuple, mais gouverner avec le peuple. Puis Svoboda est venu et le fait qu'il avait été écarté de la scène politique sous Novotny nous le rendait sympathique. Nous leur avons alors donné notre confiance qu'ils ont mérité tout le long du printemps de Prague. Lors de l'occupation, nous avons conservé notre confiance envers Dubcek, Cernik et Smrkowsky dont l'arrestation faisait la preuve qu'ils n'avaient pas collaboré avec l'envahisseur. De même pour le Président Svoboda, lorsqu'il refusa de discuter avec le gouvernement de Moscou sans Dubcek, Cernik et Smrkowsky.

Après l'occupation, l'atmosphère a été très tendue, et puis la population a été replongée dans l'engourdissement par la radio et les menaces.

Alors il y a eu Jan Palach qui a voulu nous tirer de cet engourdissement. Quelques manifestations... la police... et puis rien, ou presque... jusqu'au 21 août 69 qui a été préparé surtout par les étudiants. Les premiers bulletins donnant des mots d'ordre à ce sujet ont été publiés au début de juin.

Q. — Y-a-t-il une grande différence selon vous entre le point de vue des étudiants et celui des travailleurs ?

R. — J'aime bien qu'on me pose cette question parce que vraiment, pendant le printemps 69 les travailleurs attendaient les instructions des étudiants, particulièrement à Prague. Il y avait une très bonne coopération entre eux. Par exemple au mois de juillet de cette année, une manifestation s'est déroulée à l'Usine Avia de la façon suivante : une délégation russe devait visiter l'usine. Les travailleurs en fermèrent toutes les portes et chassèrent la délégation à coups de pierre. L'idée venait des étudiants comme me l'a dit un des leaders du mouvement de Prague. Le but était de montrer que tout le monde chez nous n'avait pas oublié.

Q. — Pensez-vous qu'il existe actuellement en Tchécoslovaquie, des forces contre-révolutionnaires manœuvrées plus ou moins directement par des puissances capitalistes et visant à abolir le socialisme en Tchécoslovaquie ?

R. — On nous a dit et répété et nous avons lu dans nos journaux des centaines de fois qu'il y a chez nous des gens comme ça. Mais je sais de même que les autres leaders étudiants que nous n'avons jamais pu recueillir aucune information précise et de source sûre à ce sujet.

Q. — Quelle est d'après vous la principale raison de la très mauvaise situation économique de la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui ?

R. — La raison que j'ai entendue évoquer des centaines de fois autour de moi c'est que les gens refusent de travailler pour le régime actuel.

Par exemple, les réserves de charbon des centrales électriques de Tchécoslovaquie, pour l'hiver sont vides. Dans les magasins, nous pouvons à peine obtenir de la viande et des œufs. Cette situation pourrait devenir encore plus grave cet hiver. Mais malgré cela, les matières premières et la nourriture qui nous sont envoyées

d'U.R.S.S. ne nous parviennent pas entièrement depuis trois mois. Pourquoi? Parce que environ la moitié des travailleurs censés débarquer ces biens des wagons russes pour les charger dans les nôtres (l'écartement des rails est différents), refusent de le faire à cause de l'origine de ces biens.

Q. — Pensez-vous qu'un changement de la situation actuelle dans le sens de la libéralisation puisse encore venir de l'intérieur du pays?

R. — Je crois que le premier changement doit venir du gouvernement soviétique.

Q. — Quel est l'objectif principal que se fixe aujourd'hui la jeunesse tchécoslovaque?

R. — Je crois que notre espoir principal est que l'agitation que nous essayons d'entretenir sera connue un jour par ceux qui en U.R.S.S. sont capables de comprendre et de réaliser ce qui se passe chez nous. Peut-être un jour la population d'Union soviétique pourra-t-elle amener son gouvernement à changer le côté « impérialiste » de sa politique.

Je voudrais encore ajouter que la jeunesse de mon pays n'est pas le moins du monde opposée au véritable communisme, mais seulement au régime communiste tel qu'il nous est imposé par le gouvernement de Moscou, aujourd'hui.

Cette interview a été prise le 21 août 1969.

*(La publication de cette interview a été disapprouvée par Jean Teppe, dirigeant communiste au sein de l'UBDP)*



DECLARATION AU CONGRES MONDIAL DES FORCES DE LA PAIX  
LA LIBERTE DE DISSENTIMENT : UN APPEL

---

Nous, organisations participantes, délégués et observateurs au Congrès Mondial des Forces de Paix, sommes des radicaux et dissidents de nombreux pays, travaillant activement pour un monde libéré de guerres, de l'impérialisme et de toutes formes d'exploitation et d'oppression.

Nous nous sommes opposés activement à l'invasion américaine et à la guerre impérialiste prolongée en Indochine ; aux coups d'état en Grèce, au Cambodge et au Chili ; aux régimes racistes au Mozambique, en Angola et en Afrique du Sud. Nous avons travaillé pour les libertés civiques des populations dans nos pays et au-dehors - aux Etats-Unis, par exemple, en Irlande et en Israël. Beaucoup d'entre nous ont récemment mené campagne en faveur de l'amnistie des prisonniers politiques retenus par le gouvernement de Saïgon et pour les Américains emprisonnés, exilés ou condamnés en raison de leur opposition à la guerre d'Indochine. Plusieurs d'entre nous ont passé quelque temps en prison dans nos propres pays au cours de ces batailles.

En tant que radicaux, nous sommes engagés d'abord dans la libération et la révolution sociale dans nos propres pays. Mais nous ne pouvons rester indifférents au sort des dissidents dans tout autre pays. Résister aux inpiétés sur les libertés civiques dans nos propres pays, mais garder le silence devant la suppression des libertés en Union Soviétique et dans d'autres pays communistes ; protester contre les politiques impérialiste ou répressive de nos propres gouvernements, mais acquiescer à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie et à la suppression continuelle de la liberté, serait hypocrite. Nous ne pouvons rester silencieux en face de telles injustices. C'est dans cet esprit que nous recommandons les propositions suivantes :

1. La libération des prisonniers politiques des prisons soviétiques et des hôpitaux psychiatriques : ceux-là qui ont été emprisonnés parce qu'ils réclamaient l'attention du monde sur la répression en Union Soviétique - Andreï Amalrik qui vient de voir sa peine de prison prolongée de trois ans, Pyotr Yakir et Victor Krasin inculpés et emprisonnés dans une récente parodie de jugement, Vladimir Borisov, membre du groupe d'action pour la Défense des Droits civiques en URSS, enfermés à l'hôpital psychiatrique spécial de Léninograd, Vladimir Bukovsky, poète, condamné à 7 ans d'emprisonnement et 5 années d'exil pour avoir critiqué l'usage par le gouvernement soviétique des hôpitaux psychiatriques pour les prisonniers politiques, le général Grigorenko, et d'autres.

2. La liberté de parole et d'expression garantie par l'Article 19 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Les oeuvres de beaucoup d'écrivains soviétiques ont été réduites à une circulation clandestine, tandis que la ligne officielle du gouvernement était seule imprimée. Les artistes aussi doivent avoir la liberté d'expression.

3. Une fin à la persécution et aux poursuites d'Andreï Sakharov et d'Alexandre Soljenitsyne, dont les oeuvres sont saisies par l'Etat soviétique et dont les personnes sont menacées d'emprisonnement.

4. Accroissement de la liberté de mouvement en Union Soviétique ; pas de restrictions au droit à l'émigration, et libération des personnes condamnées pour leur désir de quitter l'Union Soviétique.

5. Libération, en Tchécoslovaquie, des prisonniers condamnés pour leur travail en faveur d'un socialisme démocratique : Milan Hubl, historien, ancien membre du Comité central et du Presidium du Parti Communiste tchécoslovaque ; Jaromir Litera, ancien secrétaire du Conseil de la Ville de Prague, du Parti Communiste tchécoslovaque ; Jaroslav Sabata, Jan Tesar, Jiri Muller et d'autres.

Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les vues exprimées par ces hommes et ces femmes, mais la liberté de dissentiment doit être reconnue à tous. Nous sommes conscients du fait que les opposants américains à la guerre d'Indochine, harassés et emprisonnés comme beaucoup d'entre eux l'ont été, n'auraient pu contribuer au retrait des forces et des bombardiers US d'Indochine, s'ils avaient rencontré les mêmes restrictions que beaucoup de dissidents en Union Soviétique et en Tchécoslovaquie.

SIGNE PAR

War Resisters International

Michael Randle, Harold F. Bing, M.A., F.R. Hist. S., Joe Gerson

International Confederation for Disarmament and Peace

Professor Noam Chomsky, Kenneth Lee, Margaret Gardiner, Claude Bourdet, Stewart Meacham, Peggy Duff.

International Fellowship of Reconciliation

Mouvement International de la Réconciliation (Belgian FOR)

British Fellowship of Reconciliation

Forsøningsforbundet (Danish FOR)

Internationale van Oorlogstegenstanders (affiliated to WRI)

Pax Christi, Belgium (Jacques Vandewalle, President)

Catholic Youth Council, Belgium (Geo de Poovers)

Folkereising Mot Krig, Norway

World Federalist Youth, Denmark

Bertrand Russell Peace Foundation (Ken Coates, Chris Farley, Directors)

SANE, A Citizens! Organisation for a Sane World, USA

Sanford Gottlieb, Executive Director

Behæren (Makoto Oda)

The following individuals : Archbishop T.D. Roberts, Nicholas Gillet, Ingrid Segerstedt Wilberg, Trudi Young (Project Director of Clergy and Laymen Concerned, USA)

TEXTE PROPOSE PAR :

L'INTERNATIONALE DES RESISTANTS A LA GUERRE, 3 Caledonian Road, London, N 1,  
Britain

CONFEDERATION INTERNATIONALE POUR LE DESARMEMENT ET LA PAIX, 6 Endsleigh Str.,  
London, W.C. 1, Britain

MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA RECONCILIATION, Hasselhaven, 6 - 2600 Glostrup  
(Copenhagen), Denmark

CONGRES MONDIAL DES FORCES DE LA PAIX - MOSCOU - 25-31.10.73

Commission n° 12 - Problèmes Sociaux et Droits de l'Homme

Intervention de Cécile ROLIN (Belgique)

Tous les militants progressistes de pays occidentaux qui sont ici sont venus pour marquer leur solidarité avec la lutte des communistes et du Conseil Mondial de la Paix.

Ils appuient les projets ou les réalités d'Union de la Gauche dans leur pays. Mais dans ce combat, ils ont à affronter ceux dont l'instauration de la justice sociale lèserait les privilèges, et qui, pour conjurer l'avènement du socialisme, n'hésitent pas à répandre l'idée que celui-ci s'accompagnerait obligatoirement de sérieuses restrictions dans l'exercice des libertés.

Comme cela se passe, disent-ils en Union Soviétique.

Nous croyons qu'il est impensable que de tels problèmes ne soient pas soulevés et sérieusement débattus dans une assemblée comme celle-ci.

Le Congrès Mondial des Forces de Paix est même un endroit privilégié pour le faire.

S'il est vrai, en effet, que les récriminations des adversaires de la détente et du socialisme doivent éveiller notre méfiance il n'est que normal que vos alliés objectifs, camarades soviétiques, dans la lutte contre la guerre et le capitalisme soient éclairés par vous sur certaines formes de répression intellectuelle ou politique que nous pourrions admettre chez nous et que par conséquent ne pouvons admettre chez vous ni dans un pays comme la Tchécoslovaquie ou règne aujourd'hui l'ordre du silence.

Des militants, des écrivains, des minorités religieuses ou ethniques sont privées de libertés car on estime ne pouvoir tolérer leur droit au dissentiment avec l'idéologie dominante.

Si le stalinisme est mort, des séquelles subsistent et nos camarades soviétiques doivent comprendre que depuis le 20<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, il est normal que les militants posent ces questions et revendiquent au nom de l'internationalisme l'application de droits fondamentaux.

De Prague, comme d'URSS nous recevons sans cesse des appels ou des échos auxquels nous ne pouvons nous dérober. Nous ne pouvons pas, en âme et conscience, escamoter cette minorité silencieuse des camps, des prisons et des asiles psychiatriques.

Nous ne pouvons pas nous contenter de cette réponse qui consiste à taxer automatiquement d'antisocialisme ceux qui s'élèvent contre l'arbitraire. Car finalement, cela revient à confondre les deux notions ce qui rend à l'Union Soviétique un bien mauvais service.

Bien au contraire, l'URSS, qui suscite l'admiration du monde pour ses réalisations dans les domaines économiques et sociaux devrait se rappeler que comme l'a écrit un de ses grands écrivains "L'homme ne vit pas seulement de pain". Et il lui revient dans l'avenir de montrer l'exemple dans la promotion des droits humains fondamentaux.

A cet égard nous suggérons comme première mesure que le Congrès des Forces de Paix demande au gouvernement soviétique de manifester son attachement à la cause de la liberté en amnistiant les prisonniers politiques.

L'Union Soviétique, servant d'exemple à un nombre croissant de peuples cette mesure ne manquerait pas d'être suivie par de nombreux pays en Europe et ailleurs.

Moscou, le 28.10.73

Cécile ROLIN





CONGRES MONDIAL DES FORCES DE LA PAIX - MOSCOU - 25-31.10.73

Commission n° 12 Problèmes Sociaux et Droits de l'Homme

Intervention de René Marchandise (Belgique)  
Président du Mouvement Chrétien pour la Paix (MCP)  
Membre du Comité belge pour une Tchécoslovaquie libre et  
socialiste.

Je me réjouis que les instances préparatoires du Congrès aient accepté que le problème des droits de l'homme soit mis à l'ordre du jour de cette commission.

Pour nous, l'avenir de la paix ne peut dépendre seulement des efforts de détente internationale, mais il est indissolublement lié à la libération nationale et sociale des peuples et des classes opprimés. Ce n'est pas autrement que nous concevons la mise en question de l'occupation<sup>militaire</sup> et de ce qu'il est convenu d'appeler "la normalisation" en Tchécoslovaquie qui provoquent l'emprisonnement de milliers de prisonniers politiques. Il faut qu'un tel problème soit sérieusement débattu au cours de notre congrès.

N'en déplaise à Monsieur le Délégué de Tchécoslovaquie qui a plaidé pour l'application en actes de la Déclaration Universelle des droits de l'homme.

En effet, l'ordre et le silence règnent à Prague. Les peuples tchèque et slovaque paient leur adhésion au "socialisme à visage humain" d'une répression politique soutenue par une intervention armée extérieure ; leurs dirigeants légaux ont été éliminés, leur parti communiste vidé de sa substance, leurs syndicats, conseils ouvriers, associations populaires et culturelles démantelées et toute vie intellectuelle découragée par une censure implacable.

Nous insistons également sur le fait que le mouvement de la paix tchécoslovaque, lui aussi "épuré" n'est pas représenté à Moscou comme il aurait pu l'être dans des conditions démocratiques normales.

En effet, plusieurs de ces dirigeants sont avec les autres communistes et démocrates tchèques et slovaques victimes d'emprisonnement.

Ceux qui, malgré tout, poursuivent un combat socialiste courageux, s'exposent ou sont déjà victimes de la persécution policière, de la délation organisée, des humiliations physiques et morales, des procès politiques et de la prison.

Ce régime tellement éloigné des principes de la révolution soviétique d'octobre 1917 est contraire au socialisme, lequel présuppose une participation libre et consciente des masses et des individus à la création de leur avenir.

Ce régime jette le trouble et le discrédit sur l'espérance qui fait vivre tant d'hommes à travers le monde et procure un alibi facile quoique injustifié, à ceux se qualifiant "les défenseurs du monde libre" et de ses oeuvres d'exploitation, d'oppression et de guerre.

S'il est donc une raison majeure, pour nous d'être solidaires du peuple, des prisonniers politiques et des forces socialistes de Tchécoslovaquie, c'est bien ce combat indivisible que nous menons contre l'impérialisme et pour le socialisme.

Nous faisons appel à tous les participants du Congrès

\* pour empêcher la conspiration du silence et l'isolement de nos camarades tchécoslovaques bafoués dans leurs droits élémentaires.

1.

de Soir 3 Nov 1993

4.

# Pour la première fois, des communistes ont accepté la discussion publique au Congrès de la paix de Moscou

## De nombreux plaidoyers pour le respect des droits de l'homme ont suivi celui de Mme Cécile Rolin

Marquée le premier jour de ses travaux par l'intervention remarquable de Mme Cécile Rolin, membre de la délégation belge qui, la première, a pris la défense des droits de l'homme « dans tous les pays tant à l'ouest qu'à l'est de l'Elbe », la Commission numéro 12, l'une des quatorze commissions du Congrès de la paix de Moscou, a réussi à monopoliser presque autant la vigilance et la vigueur polémique des organisateurs que l'attention de l'opinion publique.

C'est qu'en effet, le courageux exemple de Mme Rolin a été suivi par un nombre d'orateurs jusqu'alors sans précédent dans des rassemblements du mouvement de la paix.

Parlant au nom d'un groupe de personnalités américaines connues pour leurs idées de gauche et leur opposition vis-à-vis du gouvernement des Etats-Unis, le R.P. Paul Meyer, de New Jersey, professeur au séminaire théologique de New York, a déclaré à Moscou : « Il est absolument intolérable d'imposer des limites à la liberté d'expression, à la liberté d'écrire et à la liberté de discuter de ce qui a été écrit ». Délégué par la fédération des groupes de la paix et de la justice des Etats-Unis, le R.P. Meyer a condamné « la campagne des autorités de Moscou visant à imposer le silence non seulement aux intellectuels, mais aussi à tous les citoyens soviétiques qui désirent exercer les droits garantis par la Constitution ». Il a ajouté que sa déclaration a été approuvée, entre autres, par le professeur Chomsky

et le père Daniel Berrigan, deux personnalités célèbres du monde de la contestation aux Etats-Unis. On apprend, d'autre part, que quatre pacifistes, membres de la délégation américaine, ont été empêchés de participer au Congrès, les autorités soviétiques ayant refusé les visas à cause de leur désir de soulever à Moscou le problème des droits de l'homme en U. R. S. S.

Une autre voix s'élevait contre les entraves aux libertés en U.R.S.S. fut celle du révérend Paul Gstreicher, secrétaire de la commission des relations Est-Ouest du conseil britannique des Eglises. « Je suis profondément peiné, a-t-il déclaré, que les ennemis du socialisme puissent si souvent dénoncer des atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes ».

Parlant devant la même commission « de la justice sociale et des droits de l'homme », Mme Anne-Marie de Preux, présidente de la section de Genève d' « Amnesty International », a lancé un appel en faveur de Vladimir Skutina, journaliste du « Printemps de Prague », détenu depuis trois ans dans les prisons de M. Husak.

Le même sujet a été abordé par un délégué belge, M. René Marchandise, du Mouvement chrétien de la paix. Il critiqua l'intervention soviétique de 1968, s'adressant au Congrès de Moscou pour que celui-ci demande qu'il « soit mis un terme à la conspiration du silence » autour du sort des prisonniers politiques en Tchécoslovaquie.

En lançant son appel, M. Marchandise suivait les idées exprimées dans une « lettre ouverte » adressée aux délégués belges au Congrès par le Comité belge pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste. Le comité y demande entre autres que soit posé à Moscou « le problème de la Tchécoslovaquie socialiste asservie » et constate que, de ce fait, « les causes de la paix, de la liberté et du socialisme ne seront que mieux servies ».

Notons encore que sept Juifs soviétiques qui s'étaient vu refuser le droit d'émigrer en Israël ont demandé au Congrès de les aider à « lutter pour leurs droits humains et civiques ». Les signataires de cette lettre, tous intellectuels, chômeurs depuis de nombreux mois, rappellent que l'U.R.S.S. a ratifié les conventions internationales sur le droit à l'émigration et déclarent : « Non seulement nos familles, mais aussi des centaines d'autres personnes vivent dans des conditions inhumaines ». Le jour même de l'ouverture du Congrès, la police de Moscou a procédé à d'importantes arrestations parmi les juifs qui militent pour le droit à l'émigration. Ont été incarcérés notamment MM. Victor Polski et Alexandre Luntz, deux personnalités du monde de la science, victimes déjà dans le passé de multiples vexations.

Le père Meyer a été désavoué par certains membres de sa propre délégation ; M. Emile Seniouk, délégué américain d'origine ukrainienne, a dénoncé la campagne occidentale en faveur des dissidents soviétiques et a taxé Sakharov « d'ennemi du socialisme ». Mais c'est à M. Kucera, délégué tchécoslovaque qu'appartient le record de la passion polémique. En répondant aux critiques de Mme Rolin et de M. Marchandise, ainsi que pour atténuer l'effet d'une lettre envoyée de prison et signée par dix détenus, anciens militants du « Printemps de Prague », M. Kucera, qui est président du parti socialiste de Prague, a affirmé qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Tchécoslovaquie et qu'« il y a probablement plus de liberté dans ce pays qu'en Belgique ».

Bien que le communiqué final du congrès, qui vient de se clôturer à Moscou, ne fasse pas la moindre allusion au sort des prisonniers politiques en U.R.S.S. ou en Tchécoslovaquie, un fait est d'ores et déjà à constater : pour la première fois, les communistes, à Moscou, ont été obligés d'accepter la discussion publique avec les non communistes du problème des droits de l'homme en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes. Il suffit de noter qu'environ 150 personnes ont participé aux travaux de la commission de « la justice sociale et des droits de l'homme » et à la rédaction de son rapport. Ce document ne compte que six pages mais, même s'il n'est pas de nature à embarrasser trop les autorités soviétiques du fait de la forte opposition de la part d'une majorité « anticontestataire », il reflète une atmosphère jusqu'alors inconnue dans l'histoire des congrès du mouvement mondial de la paix. Comme l'a déclaré M. Nigel Rodley, conseiller juridique d'Amnesty International : « Le fait qu'une recommandation relative à la liberté de parole ait été adoptée, constitue une victoire. Car ce n'est pas monnaie courante dans cette partie du monde... ».

P. ML.



## En marge du « Congrès des forces de paix » La « détente » et la critique

Au « congrès mondial des forces de paix » à Moscou, Léonide Brejnev s'en est pris avec vigueur le 26 octobre à « ...la campagne qui se déroule sous le slogan hypocrite de « défense des droits de l'homme dans les pays socialistes ». Quelques-uns des initiateurs de ladite campagne affirment que la détente est impossible si des changements n'interviennent pas dans le régime intérieur des pays socialistes. D'autres, sans se prononcer apparemment contre la détente, n'en avouent pas moins, avec une franchise surprenante, leur intention d'utiliser le processus de la détente pour affaiblir le régime socialiste et, en fin de compte, pour le détruire. » (1)

Il y a là une confusion, naturellement voulue, entre la critique « bourgeoise » et la critique socialiste à l'égard de l'URSS, TOUTES deux étant mises dans le même sac et présentées comme « contraires à la détente ». Lorsque le secrétaire général du P.C.U.S. parle ainsi, les choses sont malheureusement dans l'ordre. Mais que de tels arguments resurgissent avec une vigueur accrue dans certains partis communistes occidentaux, et notamment dans le P.C. belge, voilà qui est attristant, et constitue, semble-t-il, le prolongement pénible de la « normalisation » à la façon tchécoslovaque.

### ● Le Comité Tchécoslovaque et l'affaire Chauvier

C'est ainsi que « Le Drapeau Rouge » s'en est pris à plusieurs reprises ces dernières semaines au courant que nous qualifierons de progressiste.

L'hebdomadaire du PCB n'a guère pris la publication — dans « La Wallonie » et dans notre propre journal — de la « lettre ouverte » du « Comité belge pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste » (2) appelé par lui, en l'occurrence, le « Comité Pelikan » du nom de la personnalité tchécoslovaque en exil. Faut-il rappeler que ce comité regroupe tout un courant de la gauche en Belgique, dont un certain nombre de socialistes ?

Le « Drapeau Rouge » s'en est pris plus spécialement aussi à un animateur de ce comité, Jean-Marie Chauvier, pris à partie (3) pour un article sur les contestations et la répression en URSS, intitulé « Il n'y a pas que Sakharov et Soljénitsyne » (4). L'intérêt de cet article était de démêler l'écheveau des contestations en URSS, de distinguer les arguments qui alimentent la propagande anti-communiste de la droite occidentale de ceux qui relèvent de la critique socialiste, voire marxiste.

Loin de répondre sur le fond, le « D.-R. » a accusé l'auteur d'avoir fait état de sa qualité de membre du PCB, et d'avoir « pris le parti de ceux qui, par ce moyen-là, cherchent à nuire au mouvement communiste international ».

### ● « Confrontations nécessaires »

Ce langage — celui de l'amalgame, du sectarisme, de la mauvaise foi — contraste avec ce que disait voici peu, sur le même sujet, M. Jean Terfve (5) écrivant :

« Nous avons dit qu'à notre sens, il était nécessaire de garantir la possibilité

d'une vaste et libre confrontation d'idées et d'orientations, et que c'est le débat critique largement ouvert qui doit permettre de déterminer en fin de compte quelles sont les positions justes et les positions erronées. Nous pensons également que les confrontations nécessaires ne peuvent être rendues difficiles ou impossibles par des moyens administratifs ou judiciaires. Le recours à ceux-ci fournit aux adversaires du socialisme des alibis commodes et, pour le surplus, ils bloquent le développement indispensable de la démocratie socialiste, condition indispensable à l'affermissement et au rayonnement du socialisme. »

### ● Une confusion intolérable

Le PSB, pour sa part, entend conjuguer la poursuite d'efforts réels en vue de la détente Est-Ouest au plan des relations entre les Etats avec l'exercice du droit et du devoir de critique dans les questions idéologiques fondamentales. Que ce devoir de critique soit assimilé à un moyen d'entraver la « détente » est intolérable et risible. Que diraient les communistes belges si, sous couleur de « détente », on prétendait les empêcher de diffuser dans ce pays des conceptions hostiles au système établi ? Le mouvement socialiste, pour sa part, ne va pas devenir aveugle sur ce qui se passe dans la moitié de l'Europe.

R. F.

(1) « Le Monde », 28-29 octobre.  
(2) Notre journal du 25 octobre.  
(3) « D.-R. » du 19 octobre.  
(4) « Combat » du 11 octobre.  
(5) « D.-R. » du 14 septembre.

## **JEAN VAN LIERDE**

**Militant pacifiste et libertaire.  
Internationale des Résistants à la Guerre (IRG)  
Mouvement International de Réconciliation (MIR)**

## **TEMOIGNAGE**



**Sur ses liens avec le Conseil Mondial de la Paix  
(mouvement international de la paix sous influence  
soviétique) et sa participation mouvementée au  
Congrès Mondial de la Paix à Moscou 1973**

Extrait de Jean Van Lierde, avec la collaboration de Xavier  
Zeebroek et Pierre Arcq « UN INSOU MIS »  
Paru aux éditions LABOR 1998

*Jean Van der*

Trois ans plus tard, en 1952, le Conseil mondial de la paix organise son congrès à Vienne. Cette institution supposée regrouper les mouvements pacifistes de tous les pays n'est en fait qu'un organe de propagande du Parti communiste soviétique. La section belge de l'IRG m'y envoie comme délégué, avec pour objectif de dénoncer les procès de l'Est et de proposer le refus du service militaire afin d'empêcher les guerres coloniales. Comme je voyageais avec Isabelle Blume, une grande militante socialiste et internationaliste, elle n'hésita pas à me mettre en garde :

– Ils ne te laisseront pas dire cela, Jean, cela relève des affaires intérieures des pays de l'Est !

– Intérieures ? Mais il n'y a pas d'affaires intérieures, répliquai-je, elles concernent le monde entier !

Mais quand Joliot-Curie, le grand savant français, président du Conseil mondial de la paix, apprit que je voulais intervenir sur ces questions, il me convoqua sur-le-champ dans son bureau et exigea que je rendisse mon intervention moins mordante, sous peine de ne pas me donner la parole. Il était intraitable et je dus discuter avec lui pendant une heure.

– Comment ? C'est vous, qui avez participé à la Résistance, qui allez m'empêcher de parler de ces problèmes importants pour la justice, le droit et la paix mondiale ? !

Finalement j'eus la permission de lire mon texte qui appelait aussi les syndicats et les militants de base à boycotter l'envoi de matériel de guerre en Asie et en Afrique, à saboter les transports militaires, les chemins de fer et la marine, et à organiser des grèves tournantes et non-violentes. Dans cette immense salle du Konzert-Haus de Vienne, je fus applaudi debout par les Afro-Asiatiques alors que les staliniens ne déco-léraient pas ! Malgré la promesse formelle de Joliot-Curie, mon intervention ne fut pas reproduite dans les actes officiels du Congrès car le CMP affirmait que *celle-ci aurait risqué de rendre illégale la diffusion de l'ensemble des intéressants débats du congrès.*

Pour les communistes de l'époque, le décret de Lénine de 1919 reconnaissant l'objection de conscience était une pure

invention de Van Lierde. Et pour cause, ils ne l'avaient jamais vu ! Pour les idéologues orthodoxes, jamais un grand révolutionnaire comme Lénine n'aurait perdu son temps à édicter pareil décret ! Le dernier secrétaire de Tolstoï, Valentin Bulgakov, qui avait été membre du conseil de la WRI, résidait à Iasnaïa Poliana, l'ancienne propriété de Léon Tolstoï, devenue musée et qui conservait toute sa bibliothèque et ses archives. Puisque les staliniens ne voulaient pas me croire, je demandai à mon ami Jean Goss<sup>146</sup> d'aller trouver Bulgakov et de le supplier de rechercher le texte original du décret parmi tous les volumes de la bibliothèque :

Non seulement il est parvenu à ses fins, mais il arracha même la page car il était impossible d'en faire copie sur place. Il me la ramena cachée dans une de ses chaussettes ! J'ai ensuite dû faire traduire le texte, puis nous l'avons reproduit à des dizaines de milliers d'exemplaires, en français, en anglais et en allemand. Je possédais enfin la preuve de ce que j'avais avancé. Il ne me manquait plus que l'occasion de lui donner un retentissement mondial.

En 1973, s'ouvrit à Moscou le Congrès du Parlement mondial pour la Paix, qui regroupait 2 000 délégués, dont une délégation de 45 Belges de toutes tendances, placés sous la présidence d'Isabelle Blume. J'avais annoncé officiellement que j'interviendrais à Moscou, avec d'autres délégués de la WRI, sur le statut des objecteurs de conscience, en diffusant notamment le texte original de Lénine de 1919. Mais, trois jours avant le départ, tout le monde avait son billet d'avion... sauf moi et les deux amis qui devaient m'accompagner : Paul Carrette et Charles-Étienne Lagasse. Celui-ci parlait le couramment russe et effectuait alors son service civil à la rue Van Elewyck !

Au moment du départ de la délégation belge, je me présente à l'aéroport national.

- Je viens vous dire au revoir et vous souhaiter bon voyage.
- Comment cela, au revoir ? me dit Victor Michel, alors président du Mouvement ouvrier chrétien.
- Eh oui, Victor, je ne peux partir car l'ambassadeur ne m'a pas donné de visa. À Moscou, ils ne veulent pas d'objecteur.

Il s'adresse alors à l'ambassadeur :

– C'est vrai ? Vous n'avez pas de visa pour Jean ?

– Non, répond-il, mais je vais arranger cela... Les négociations sont en cours, mes collaborateurs attendent la réponse de Moscou.

Victor explose, et avec ses cheveux blancs qui impressionnent la délégation, il lance sèchement à l'ambassadeur :

– Remettez-moi mes valises immédiatement, je ne pars pas.

Il est impossible que le président du MOC s'en aille à Moscou si Jean Van Lierde n'est pas dans la délégation belge. Je représente un million de membres, monsieur, et ils ne comprendraient pas.

C'est l'affolement général. Jules Pollé à son tour, autre responsable du MOC et de Solidarité mondiale, reprend ses valises. Les autres délégués menacent d'un esclandre à l'arrivée. En quittant la délégation, Victor Michel précise à l'ambassadeur :

– Voici mon numéro de téléphone. Appelez-moi dès que les trois autres seront fixés sur leur départ. Nous partirons ensemble.

Le soir-même, l'ambassadeur m'annonça que les visas étaient prêts. Ce fut une belle journée pour la presse et la radio qui répercutèrent l'information ! L'État soviétique s'était incliné devant la solidarité des Belges !

Mais nous n'avions gagné qu'une simple bataille, pas la guerre ! J'ai dû me démenner comme un beau diable, en plein congrès, devant plusieurs milliers de délégués, pour faire reconnaître l'objection de conscience dans le document final. C'est finalement Sean Mc Bride, cet Irlandais Prix Nobel de la paix et Prix Lénine, qui m'a dit : *Van Lierde, ce sera difficile, mais j'arriverai à trouver une solution !* Finalement, pour éviter de parler ouvertement de l'objection de conscience, on n'a inscrit dans la résolution finale votée par toutes les délégations que le « droit au refus de tuer ». C'est la seule « victoire » qui nous fut concédée...

Quelques années plus tard, je décidai d'assister à un nouveau Parlement mondial des peuples pour la paix organisé à

Sofia en septembre 1980 par le CMP. Accompagnant une délégation belge d'une vingtaine de membres emmenée par les représentants du CNAPD<sup>147</sup> et de l'UBDP<sup>148</sup>, nous avions la ferme intention de briser l'unilatéralisme régnant au Conseil mondial de la Paix, en dénonçant l'agression soviétique en Afghanistan, et les violations des droits de l'homme dans les pays de l'Est. Lors de la séance de clôture qui devait marquer une sorte d'apothéose, exaspérés par le monolithisme et l'hypocrisie de nos hôtes, nous décidâmes d'exprimer notre désaccord par une méthode qui eut son heure de gloire... en Chine : nous placardâmes dans les couloirs de l'Universiade quelques *dazibaos*. Sur l'une de ces affiches murales, nous avons écrit en quatre langues : *Seule la vérité est révolutionnaire (Gramsci)*. Sur d'autres, nous reprenions une liste de dissidents emprisonnés à l'Est ; ou encore un tableau en deux colonnes : d'un côté : *On en parle*, de l'autre : *On n'en parle pas*, rappelant tous les faits passés sous silence. Après 35 minutes de remous et de tension, des gardes (le KGB ?) menèrent l'assaut et arrachèrent nos affiches, car à l'époque, à Moscou comme à Pékin, les murs de la liberté ne pouvaient pas parler !

### L'aventure de Routes de paix

En 1952, à la suite d'un message des chrétiens au monde, et pour annoncer le troisième pèlerinage de Nivelles, sort de presse un petit cahier de douze pages intitulé *Routes de paix*, rédigé par Pierre Houart. L'initiative semblait répondre à un vœu unanime des chrétiens de s'engager concrètement dans la lutte pour la paix.

On enregistra également la naissance du Mouvement chrétien de la paix, dont les principes s'inspiraient du Message qui recevait des centaines d'adhésions, dont celle de Georges Duhamel mais aussi de plusieurs professeurs de l'UCL., de pasteurs protestants, de juristes, de syndicalistes, etc. Dès le début un esprit œcuménique animait l'équipe, car nous voulions ras-



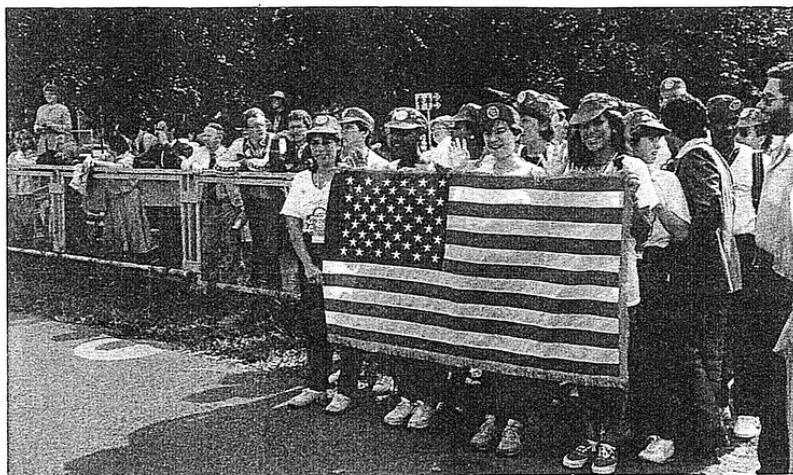
*Festival Mondial de la Jeunesse  
Moscou été 1985*



: Belges et Français au Festival, concerts. Stefanski ("J'ai le blues"), Renaud ("Fatigué!" et "Mort les enfants")

Pour éviter tout "pacifisme unilatéral", les Belges se distinguent par des slogans condamnant missiles soviétiques autant qu'américains. Lors des concerts et des rencontres, ils aident un certain nombre d'"indésirables" à les rejoindre, et nouent des contacts avec les pacifistes non-officiels, confrontés à la dernière vague de répression.





Loin des rumeurs de la fête, les pacifistes indépendants soviétiques nous confient la difficulté de défendre des positions non-officielles, et parfois les risques. Pendant la durée du festival, les rencontres officieuses sont permises, dans des appartements privés, et surveillés par le KGB, avec le groupe "Doveria" (Confiance). Ces pacifistes proposent ni plus ni moins que "la mise en oeuvre des propositions de désarmement de l'Union soviétique" et "la création d'un climat de confiance entre les Etats-Unis et l'URSS". C'en est trop pour le pouvoir, qui a son "comité de la paix" officiel, seul habilité aux contacts avec l'extérieur. A la limite, le gouvernement soviétique refuserait même qu'un groupe défende la ligne officielle si ce n'est pas dans un cadre officiel. Il en va des pacifistes comme de tous les dissidents: la machine de répression veille, surveille et frappe... Olga Kabanova sort d'hôpital psychiatrique.

Olga Kabanova, 17 ans.

En discussion avec les pacifistes indépendants de Moscou

